

JOURNEES NATIONALES DE CONCERTATION SUR LA JUSTICE

RAPPORT DE L'ATELIER

INDEPENDANCE DE LA JUSTICE ET REFORME DU DROIT

DATE : DU 25 AU 29 OCTOBRE 2005

LOCAUX DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIER ATELIER : L'INDEPENDANCE DE LA JUSTICE ET LA REFORME DU DROIT.

Modérateurs :

- **Ethmane Sid'Ahmed El Yessae**, Avocat
- **Abdel Vetah 0/ Babah**, Professeur d'Université
- **Zayed El Mouslimine 0/ Malainine**, Avocat.

Rapporteurs :

- **Sidi Mohamed 0/ Sidi Ebbe**, Commissaire du Gouvernement auprès de la Cour des Comptes ;
- **Jemila Mint Chiddou**, Avocate ;
- **Isselmou 0/ Sid'El Moctar**, Directeur Adjoint de la Programmation et des Etudes au MAED.

Délégation Ministérielle :

- **Maître Mahfoudh Ould Bettah**, Ministre de la justice ;
- **Saw Aadama Samba**, Président de la Cour des Comptes.

ATELIER 1 : L'INDEPENDANCE DE LA JUSTICE ET REFORME DU DROIT.

Les travaux de cet atelier portant sur le premier volet du rapport du comité interministériel a connu la plus grande affluence enregistrée aux ateliers avec près de quatre vingt participants.

Les travaux de ont été présidé par Maître **Ethmane Sid'Ahmed El Yessae** qui a souhaité la bienvenue aux participants et leur a rappelé la méthode de travail adopté avant de donner la parole à l'ensemble des intervenants à tour de rôle.

Ces travaux de concertation ont duré trois journées pendant lesquels des débats constructifs ont pu déboucher sur des propositions pertinentes et quasi consensuelles.

Ils se sont déroulés dans un climat de responsabilité et de franchise, marqué par la qualité des avis émis et des discussions engagées par les participants.

Au cours de leurs interventions, les participants ont salué à l'unanimité l'approche innovatrice fondée sur le consensus national, ainsi que la réforme préconisée pour l'assainissement de la justice qui, constitue une étape fondamentale dans l'édification de l'état de droit.

Les interventions ont porté sur deux thèmes essentiels à savoir : l'indépendance de la justice et la réforme du droit.

1. L'indépendance de la Justice

S'agissant de l'indépendance de la justice les interventions ont loué la qualité du rapport et la pertinence du diagnostic qu'il comporte.

Les recommandations ont porté sur l'amendement de certaines propositions contenues dans le rapport et l'adoption de nouvelles propositions dont certaines empiètent quelques peu sur le domaine des autres ateliers en raison de l'étroite connexion entre les différents chantiers de la réforme.

Les propositions retenues étaient les suivantes :

1. Assurer l'indépendance effective des juges d'instruction vis-à-vis du parquet notamment au cours de l'instruction.
2. Prendre l'avis du doyen des juges d'instruction pour assurer une bonne répartition des dossiers entre les différents juges d'instruction.
3. Prendre des mesures pour assurer la tenue d'audiences régulières et suffisantes par les juridictions et veiller au respect par les magistrats, les greffiers et les avocats des dates et horaires fixés à cet effet.
4. Prévoir que le recrutement des magistrats soit du ressort d'une commission spéciale au lieu de la commission nationale des concours et le soumettre à des conditions strictes de formation et à l'exigence d'une bonne moralité religieuse et sociale.
5. L'organisation de campagnes de sensibilisation, de colloques et rencontres avec les autorités pour affirmer l'indépendance de la justice et la priorité qui lui est actuellement accordée par les autorités.
6. Le maintien de la contrainte par corps dans le domaine civil comme étant le seul moyen pouvant actuellement assurer le recouvrement des créances, contrairement à la recommandation du rapport du Comité Interministériel.
7. Introduire la collégialité dans notre système judiciaire en accordants une voix délibérante aux assesseurs.
8. Prévoir la publication des décisions juridictionnelles et faciliter leur accès au public, pour inciter les magistrats à plus d'objectivité et de précision, dans la mesure où leurs décisions pourront faire l'objet de commentaires et de critiques.
9. Prévoir des distinctions honorifiques pour les magistrats qui excellent dans l'exercice de leurs fonctions.
10. Fixer des critères objectifs pour définir la notion de nécessité de service qui peut justifier la mutation des magistrats du siège contre leur grès.
11. Rapprocher d'avantage la justice des justiciables en accordant aux tribunaux des Moughatas des compétences en matière délictuelle.

12. Prévoir des critères objectifs pour la notation des magistrats qui prennent en compte la bonne réputation, l'assiduité, le sérieux dans le travail, l'impartialité des jugements...etc
13. Procéder à une évaluation des biens de chaque magistrat à son accès à son poste pour pouvoir contrôler ultérieurement l'évolution de son patrimoine.

2. La réforme du droit

Dans le domaine de la réforme du droit, les participants ont demandé la révision et la mise en place des textes suivants en insistant sur la nécessité de le faire à très court terme pour les textes déjà cités par le rapport interministériel:

1. La révision du code de procédure civile, commerciale et administrative.
2. La révision du code de procédure pénale.
3. La révision de la loi relative à la profession de notaires pour la rendre plus équitable et l'application des dispositions relatives aux assistants assermentés.
4. La révision du texte relatif aux dépenses pénales.
5. L'adoption de la loi relative à l'assistance juridique et judiciaire.
6. L'adoption des textes d'application du code de commerce.
7. L'élaboration d'un décret fixant les dépenses judiciaires.
8. L'adoption d'un texte définissant les éléments constitutifs des honoraires accordés aux experts.
9. L'adoption d'un texte fixant les honoraires des huissiers.
10. L'adoption du projet de statut des greffiers.
11. L'adoption d'un texte portant statuts des interprètes judiciaires.
12. La ratification de textes harmonisant la législation intérieure aux dispositions du droit humanitaire international et aux conventions de lutte contre le terrorisme et les crimes organisés.
13. La révision des décrets n° 078.98 et 153.70 relatifs aux établissements pénitentiaires pour assurer leur adéquation avec les exigences de protection des droits des détenus.
14. La révision de la loi n° 95.24 relative l'exercice de la profession d'avocat.
15. La révision de la loi n° 022.93 relative aux créances bancaires.
16. L'élaboration des textes relatifs aux assistants assermentés.

Les participants ont également recommandé l'abrogation des textes juridiques susceptibles de porter atteinte aux libertés publiques pour une meilleure protection des droits de la défense et pour le bon déroulement de la justice.

Il s'agit de :

1. L'article 104 qui constitue aux yeux de certains, le fondement constitutionnel de la plupart de ces textes
2. La loi n° 64.98 du 19 janvier 1964 et les modifications subséquentes.
3. La loi n° 165.73 de juillet 1973 relative aux associations.
4. La loi n° 017.60 du 19 janvier 1960 relative à la résidence surveillée.
5. La loi n° 008.73 du 23 janvier 1973 relative aux rassemblements publics.
6. La modification de l'ordonnance régissant les partis politiques pour rendre leur dissolution exclusivement du ressort des tribunaux.

7. La révision de la loi sur la presse par l'abrogation de l'article 11 et les dispositions relatives à la censure anticipée ;
8. La ratification de toutes les conventions internationales relatives aux droits de l'homme.

Par ailleurs, les participants ont formulé des recommandations à l'intention du ministère chargé de l'emploi, en vue d'une révision des textes régissant les inspections du travail, afin d'améliorer les conditions de travail des inspecteurs et les doter de garanties qui leur permettent de remplir leur rôle auprès des juridictions sociales.

Les participants ont aussi proposé d'inclure dans la réforme de la justice les mesures suivantes :

1. La désignation de juges de la mise en état.
2. L'indemnisation par l'Etat des prévenus qui ont été acquittés ou qui ont bénéficié d'une ordonnance de non lieu.
3. La fermeture des voies de recours contre les ordonnances de référé devant la Cour suprême.
4. La création d'une commission spéciale pour les établissements pénitentiaires et la population carcérale, qui comprend des représentants de la société civile.

Les participants ont enfin recommandé la création d'une commission qui procède à la réforme de l'ensemble des textes juridiques en vigueur, qui ne garantissent pas à tous les citoyens la plénitude de leurs droits, et la promulgation de textes sanctionnant toute pratique portant préjudice à la dignité humaine, ainsi que la ratification des chartes et conventions internationales relatives aux droits de l'homme.

L'atelier a été clôturé par le Ministre de la justice qui a remercié les participants pour leur présence ponctuelle et sans faille et leurs précieuses interventions et a ajouté que son département tiendra compte, de l'ensemble des propositions qui ont été retenues dans le cadre de cet atelier.

Modérateurs :

- **Ethmane Sid'Ahmed El Yessae**, Avocat
- **Abdel Vetah 0/ Babah**, Professeur d'Université
- **Zayed El Mouslimine 0/ Malainine**, Avocat.

Rapporteurs :

- **Sidi Mohamed 0/ Sidi Ebbe**, Commissaire du Gouvernement auprès de la Cour des Comptes ;
- **Jemila Mint Chiddou**, Avocate ;
- **Isselmou 0/ Sid'El Moctar**, Directeur Adjoint de la Programmation et des Etudes au MAED.

